



29-01-2014

Rencontre Ayrault- syndicats : lutter pour empêcher de nouveaux reculs

Depuis lundi Ayrault rencontre le MEDEF et l'ensemble des syndicats pour obtenir leur accord sur le « pacte de responsabilité ».

Ce type de rencontre dans le cadre du « dialogue social » a déjà démontré que les syndicats devenus « partenaires », le gouvernement et le patronat cherchent ensemble ce qu'ils appellent « la sortie de crise » du capitalisme.

- Janvier 2012, l'accord national interprofessionnel (A.N.I), repris actuellement dans toutes les sociétés et notamment les plus grosses, permet aux patrons de licencier plus facilement et d'exercer un chantage ignoble à l'emploi.

- L'accord sur les retraites a non seulement fait reculer l'âge d'accès à la retraite, augmenté le nombre d'annuités, mais aussi diminué le montant des pensions.

- L'accord sur la formation professionnelle, supprime le droit à choisir sa formation, elle est désormais soumise aux seuls choix des patrons. Les cotisations qui permettent le financement de cette formation professionnelle, prélevées sur le travail (entreprise) sont aujourd'hui pratiquement supprimées.

- Des négociations ont lieu actuellement sur l'assurance chômage. Il est question de diminuer le temps d'indemnisation des chômeurs, les cotisations des entreprises et les indemnités.

- Mercredi ont débuté des rencontres entre gouvernement et patronat, les syndicats vont y être associés sur le thème de la fiscalité. Le Medef exige de réduire l'impôt sur les entreprises, de supprimer les contrôles fiscaux en « rapprochant l'entreprise et l'État », et de supprimer la fiscalité locale (ex taxe professionnelle) qui finance les services dans les collectivités locales.

Voilà le résultat du « dialogue social » voulu par l'ensemble des syndicats, du patronat, et du gouvernement.

À chaque rencontre et « négociations », ce sont de nouveaux reculs sociaux.

« Le pacte de responsabilité » élaborée par le Medef et le gouvernement supprime les cotisations de la branche famille et offre 35 milliards de cadeaux supplémentaires au capital. C'est une attaque sans précédent sur la protection sociale. Les syndicats sont « invités » à négocier cette mesure.

Sous des formes différentes, ils sont tous d'accord. Ils demanderaient tous des « contreparties » au patronat. Lesquelles ?

Dans une déclaration commune la CGT, la CFDT, l'UNSA, la FSU, revendiquent la « généralisation de la conditionnalité des aides et exonérations fiscales aux entreprises ».

Les syndicats ne sont donc pas contre la suppression des cotisations de la branche famille versées par le patronat (cotisations financées par le travail des salariés), à condition qu'il y ait des contreparties. Encore une fois lesquelles ?

Thierry Lepaon, secrétaire de la CGT, lors de la rencontre avec Ayrault, dénonce « l'attaque de grande ampleur contre la protection sociale ». Très juste !

– Il dénonce également la baisse de la dépense publique de 50 milliards en disant « baisser encore les dépenses publiques, c'est dégrader le service public ». Très juste !

-Il dit encore « de nombreuses entreprises à l'instar de celle du CAC40, ont maintenu voir augmenté leurs taux de distribution des dividendes aux actionnaires malgré la crise. » Encore très juste.

Mais en conclusion, la CGT comme les autres syndicats demandent des « contreparties » au patronat. Lesquelles ? Elle demande également la construction d'un « indice public du coût du capital », et un autre sur le partage des richesses. La direction de la CGT considère donc qu'il suffirait d'équilibrer la rémunération du capital et du travail pour que tout change.

La cause unique de l'aggravation de la situation sociale et économique, c'est l'existence du capital lui-même.

Le « dialogue social » avec les multinationales s'est toujours traduit par des reculs sociaux. **Il n'y a que les luttes qui permettent le progrès social.**

L'histoire du mouvement ouvrier en France et dans le monde en est une éclatante démonstration.

La journée d'action du 6 février prochain à l'appel de la CGT doit permettre de construire des luttes puissantes pour mettre un coup d'arrêt à cette politique et satisfaire les revendications.

www.sitecommunistes.org